

Katanga-Kabila : le désamour

• **Les habitants de Lubumbashi ont fait un triomphe au gouverneur du Katanga, de retour d'Europe.**

• **Membre de la majorité, il est vu comme un rival par l'entourage de M. Kabila.**

• **Le Katanga rejette l'éventualité d'un troisième mandat présidentiel.**

• **Les Katangais reprochent à Kabila l'insécurité, qui a fait 600 000 déplacés, et l'absence de développement de leur province.**

Le triomphal retour du gouverneur du Katanga relance les supputations

C'est une foule gigantesque qui est allée accueillir, mardi à la mi-journée, le gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi (*notre cliché*), de retour d'un mystérieux séjour de près de trois mois en Europe. Trois versions circulent à propos de cette longue absence: le populaire gouverneur a été empoisonné et s'est fait soigner à Londres; il y a soigné les suites d'un ancien empoisonnement, datant de 2011; il s'est mis à l'abri d'un projet d'empoisonnement dont il avait été averti.

M. Katumbi appartient à la majorité présidentielle qui soutient Joseph Kabila, mais il est vu par le chef de l'Etat comme un rival en raison de sa popularité, liée à ses réalisations en faveur de la population. En outre, comme de très nombreux Katangais, il a laissé apparaître son opposition aux manœuvres de la majorité présidentielle pour permettre à Joseph Kabila de briguer un troisième mandat en 2016, bien que la Constitution le lui interdise.

Au 3^e penalty, la foule envahit le terrain

Le gouverneur a mis mardi trois heures pour parcourir la douzaine de kilomètres qui sépare l'aéroport du centre de Lubumbashi, où un meeting a été organisé place de la Poste, rebaptisée il y a peu place Moïse Tshombé.

Selon une source de "La Libre" à Lubumbashi, le premier à prendre la parole fut le président de l'assemblée provinciale, Gabriel Kyungu – qui a pleuré en accueillant le gouverneur –, politicien populiste et populaire, en particulier chez les Lubas du Katanga (ethnie du père de Joseph Kabila qui, jusqu'après 2011, appuyait ce dernier). M. Kyungu a juré n'avoir "jamais vu" autant de monde et a pressé la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de publier au plus vite le calendrier électoral, alors que la majorité présidentielle multiplie les projets pour retarder les scrutins.

Le gouverneur Katumbi, qui est aussi le propriétaire de la prestigieuse équipe de foot "Tout-puissant Mazembe", a, lui, donné dans la rhétorique footballistique pour fixer

la foule sur ses opinions. En 2006 (élection de Joseph Kabila, que l'opposition juge avoir été favorisé par les Occidentaux finançant le processus), a-t-il dit, un premier penalty a été refusé; en 2011 (élections présidentielle et législatives frauduleuses; M. Kabila se maintient au pouvoir), un second penalty a été refusé. Si cela arrive encore en 2016, ce sera comme dans les matches: le terrain sera envahi par la foule, a prédit le gouverneur, appuyant son propos par une référence à la récente révolution au Burkina Faso.

Un avertissement qui semble particulièrement audacieux alors que le chef de l'Etat séjourne en ce moment au Katanga.

L'alternance ou le chaos

Interrogé par "La Libre Belgique" à Bruxelles, M^e Jean-Claude Muyambo, qui vient de quitter la majorité présidentielle pour marquer son opposition à un troisième mandat de M. Kabila, explique: "Les Katangais veulent une passation de pouvoir démocratique en 2016 entre Kabila et son successeur. Ils veulent l'alternance. La famille politique du chef de l'Etat doit le comprendre, sinon on va au chaos. La tension est forte; à tout moment, la bombe peut exploser." Et de mettre la majorité présidentielle en garde alors qu'elle tente de modifier les conditions d'éligibilité à la Présidence pour écarter les candidats qui ne sont pas "de père et de mère congolais": Moïse Katumbi est métis.

Comment expliquer la perte radicale de soutien pour le Président au Katanga? "C'est très clair, répond l'avocat. En seize ans passés au pouvoir, il a beaucoup promis mais n'a rien fait pour la province. Pas même une route de Lubumbashi à Kamina (650 km) ou à Manono (moins de 600 km); en saison sèche on met vingt-quatre heures de route pour y aller, en saison des pluies une semaine. Le péage de Kasumbalesa (frontière Katanga-Zambie) rapporte autour de 13 millions de dollars par mois mais il n'y a pratiquement pas de retombées pour le Katanga. Ajouté à l'insécurité (voir page suivante), cela met la population en colère."

Marie-France Cros

MOÏSE KATUMBI
Gouverneur du Katanga.

L'insécurité déplace 600 000 personnes au Katanga

■ La province qui rapporte le plus au pays est toujours aussi pauvre.

Eclairage **Marie-France Cros**

Voilà plusieurs années que le Congo connaît une croissance de 8 % par an; les Katangais affirment fournir à l'Etat environ 40 % de ses ressources. Mais dans la province minière, cependant, la pauvreté pousse un nombre toujours plus grand de ruraux vers la révolte ou la délinquance. L'insécurité s'étend.

Ainsi, au cours des trois dernières années, le nombre de personnes déplacées dans la province s'est multiplié par dix, selon Moustapha Soumaré, responsable de l'action humanitaire de l'Onu au Congo, passant de 55 000 fin novembre 2011 – lors des élections présidentielle et législatives frauduleuses – à plus de 582 000 aujourd'hui, soit 10 % des Katangais. Les violences armées qui déplacent les villageois empêchent également ces derniers de cultiver et de pêcher, leurs activités traditionnelles, et leurs enfants de fréquenter l'école.

Milice d'autodéfense abandonnée

Une partie de la violence vient de différents groupes de Mai-Mai. Au départ,

il s'agissait d'une milice d'autodéfense créée par feu Laurent Kabila (assassiné en 2001) pour s'opposer à l'invasion de l'armée rwandaise, mais elle avait très vite cessé d'être payée et s'était tournée vers le banditisme. Des villageois sans horizon rejoignent régulièrement les rangs mai-mai, tandis que des politiciens en mal de positionnement leur fournissent de temps en temps des armes modernes.

Depuis deux ans s'est, en outre, levée une rébellion sécessionniste rurale, les Bakata Katanga ("couper le Katanga" du reste du Congo), armée de misère qui se déplace à moitié nue, équipée d'arcs, de flèches et de fétiches, obéissant à des sorciers et semant la terreur dans le Nord-Katanga. Le 23 mars 2013, elle était entrée dans Lubumbashi, la capitale de la province, sous les applaudissements de la foule "saluant son courage", explique à "La Libre Belgique" M^r Jean-Claude Muyambo, ex-bâtonnier du barreau de Lubumbashi. "Depuis lors, cependant, les viols, les meurtres, les incendies de villages qu'ils commettent

ont modifié l'opinion à leur sujet", assure l'avocat, également politicien ayant récemment quitté la majorité présidentielle. Signe de la tension: en novembre, la mairie de Lubumbashi a fait arrêter tous les malades mentaux, de peur qu'il s'agisse de Bakata Ka-

tanga en opération d'infiltration.

Révolte de Pygmées

S'y ajoutent les exactions commises dans les villages par l'armée en opération contre les Bakata Katanga. La société civile de Malemba-Nkulu a ainsi dénoncé, le mois dernier, l'imposition de travaux forcés aux villageois pour servir l'armée (qu'ils doivent aussi ravitailler), le racket, les cases incendiées, les malades brutalisés.

Sans compter les violences engendrées par la révolte, dans le district du Tanganyika (est de la province), des Pygmées twas, nomades, contre les mauvais traitements et l'exploitation par les villageois bantous.

Cette insécurité a retourné l'opinion katangaise contre le président Joseph Kabila – dont la famille est originaire de la province – en particulier dans le Nord-Katanga "où ils sont plus féroces encore qu'à Lubumbashi", commente M^r Muyambo. A Manono (région natale de Laurent Kabila) et à Malemba-Nkulu, on ne cultive plus. Et Mitwaba accueille la population de tous les villages environnants, désertés à cause de la peur. Et tous ces déplacés ne reçoivent pas d'aide du gouvernement – seulement d'autres habitants." Les agences de l'Onu qui ont, un temps, nourri certains des déplacés ne peuvent plus le faire, faute de ressources.

